

Les étudiants face au pouvoir politique en Algérie Analyse socio-historique de l'action étudiante

Revue Académique
des Études Sociales
et Humaines 1

IZEDAREN Fayçal

Doctorant en sociologie

Institut Maghreb Europe, Université Paris VIII

E-mail : izdarene@yahoo.fr

RESUME :

Depuis l'indépendance, l'Algérie n'a cessé de connaître des situations subversives, certaines d'entre elles, ont eu des répercussions fatales sur la société, et même sur le devenir du pays tout entier. Parmi ces événements douloureux, l'on notera le coup d'Etat du 19 juin 1965, qui s'est produit au moment où l'Algérie avait besoin de stabilité sociale et politique et d'un consensus de toutes les forces politiques autour d'un projet pour la reconstruction de l'Algérie indépendante, car les différends entre les factions issues du FLN, dépassaient le caractère politique, et rendaient leur résolution presque impossible.

On peut dire que la condition étudiante était en grande partie la raison d'être du mouvement étudiant à sa création, du simple fait de son engagement essentiel, à côté de celui de défendre la question nationale,

Dans cet article, on essayera d'aborder la question du mouvement étudiant au lendemain de l'indépendance, son parcours militant ainsi que sa structuration. On analysera aussi les thèmes de l'action étudiante de ce mouvement et ces différents attributs d'un point de vue sociologique.

I) - L'action étudiante ; processus et cristallisation

Depuis l'indépendance, l'Algérie n'a cessé de connaître des situations subversives, certaines d'entre elles, ont eu des répercussions fatales sur la société, et même sur le devenir du pays tout entier. Parmi ces événements douloureux, l'on notera le coup d'Etat du 19 juin 1965, qui s'est produit au moment où l'Algérie avait besoin de stabilité sociale et politique et d'un consensus de toutes les forces politiques autour d'un projet pour la reconstruction de l'Algérie indépendante, car les différends entre les factions issues du FLN, dépassaient le caractère politique, et rendaient leur résolution presque impossible.

Faut-il signaler que le champ politique algérien reste méconnu, car on relève l'absence d'une réflexion approfondie sur les traditions politiques de l'Algérie et la rareté de tentatives sérieuses de prendre en compte ces traditions dans les lectures et des analyses de sa vie politiques depuis l'indépendance. Ces manques se traduisent par les approches qui sont marquées par un ou plusieurs recours suivants : ⁽⁰¹⁾

- le recours économique.

- le recours aux arguments par analyse avec l'URSS, Egypte, le soudan, l'Afghanistan, Turquie, ou voir l'Amérique latine.

- Le recours au déterminisme culturel.

- Le recours à Ibn Khaldoun.

Notre objectif dans cet article, n'est ni de préciser les responsabilités ni de porter le chapeau à quiconque, mais notre souci est de bien essayer de tirer le plus grand nombre possible d'enseignement, en nous contentant de resituer le rôle joué par le mouvement étudiant pendant cette période là et de bien comprendre ce mouvement., Car la mobilisation des étudiants suite à cet événement fut significative et d'une importance qu'on ne peut en aucun cas la négliger ou y passer inaperçu, dans la mesure où cette mobilisation va s'inscrire dans un enchaînement historique qui bouleversera le champ universitaire et sociétal pendant un bout de temps.

A la veille de cet événement crucial, la condition étudiante est gérée par une centrale étudiante, à savoir l'UNEA (union nationale des étudiants algériens). Si on analyse les modes d'action de ce mouvement algérien, pendant la période qui s'étend de 1962 à 1965, on remarque que la centrale syndicale étudiante, à savoir l'UNEA présentant des structures syndicales qui tendaient plutôt vers le corporatisme, dans la mesure où l'ensemble de la communauté étudiante se convergerait sur le devenir du mouvement étudiant

et sur la nature de la relation que devait adopter ce mouvement envers le pouvoir politique établi.

Cette relation se définit plutôt comme une relation de complicité et qui mettait la communauté étudiante au service de la nation. Autrement dit, l'étudiant doit être un agent de développement.

Tout en étant d'obédience révolutionnaire et anti-impérialiste, le mouvement étudiant s'était engagé dans un élan de solidarité nationale aux côtés de la société, en nouant des liens avec la société rurale à travers les CAREC (comité d'action révolutionnaire des étudiants à la campagne), et le monde ouvrier à travers un travail d'instruction et de mobilisation prolétaire. D'ailleurs, on peut constater ces faits en analysant les thèmes d'action de ce mouvement qu'on peut développer comme suit :

Depuis l'indépendance, l'élite politique n'a cessé de mettre tout en œuvre pour, soit contenir le mouvement étudiant soit le récupérer, et c'était la preuve que la vision des rapports politiques des dirigeants politiques, n'a pas évolué de celle qu'ils avaient avant l'indépendance ou l'on peut le constater, que la création de l'UGEMA, était pour des fins politiques, à savoir pour servir de relais politique, de mobilisation et de propagande au profit du front de libération nationale, chose qui était tout à fait logique, et juste après l'indépendance les rapports politiques sont sensés de prendre une autre allure, et d'autres dimensions, chose qui n'a pas été faite, et on assista à une conflictualité nouvelle, où l'élite politique essaya par tout les moyens de dompter ce mouvement, car à ce temps là, la stratégie gouvernementale à persuader les intellectuels à entrer dans le pouvoir est séquence d'atouts cristallisant le système de clientèle⁽⁰²⁾.

Il faut noter que le degré d'engagement et de mobilisation de la communauté étudiante à cette époque était très élevé, et cette mobilisation était autour des idéaux de la lutte anti-impérialiste et la défense des libertés démocratiques, mais le pouvoir politique ne l'entendait pas de cette oreille, car, «l'idéologie officielle et l'organisation du pouvoir politique, sous les présidences de Ahmed Ben Bella, Houari Boumediene et Chadli Bendjedid, indiquent sans cesse (par les congrès du FLN, les chartes nationales et divers referendums) que les mouvements sociaux et culturels ne doivent pas se transformer en mouvements autonomes, séparés de l'Etat »⁽⁰³⁾. Les premières échauffourées étaient survenues lors du 6eme congrès de l'union nationale des étudiants algériens.

II) - Les thèmes d'action étudiante :

Malgré son soutien affiché aux choix idéologiques et politiques du bureau politiques en place après l'indépendance, l'organisation estudiantine rejette de façon catégorique toute tutelle ou subordination de la part du pouvoir politique et réclame son autonomie au niveau organisationnel, ainsi que dans sa ligne idéologique, ce qui déplaisait aux plus hautes sphères du pouvoir politiques algériens de l'époque, et c'était lors de la tenue du 6eme congrès en août que le président de ce congrès fut enlevé par la police au cours même des travaux, puis il fut relâché mais on essaya alors d'imposer à l'UNEA une direction, ce à quoi le congrès se refusa, la direction est ensuite boycottée par les autorités officielles dont le président de la république à savoir Ben Bella, qui, il est vrai, révisera sa position quelques mois plus tard.

1 - La construction nationale :

Cette notion survint juste après l'indépendance et la constitution du nouveau bureau politique qui devait gouverner le pays, dans une Algérie épuisée par 132 ans de colonisation et sept années de guerre, des infrastructures détruites ou presque inexistantes, et une carence remarquable en matière d'entrepreneurs et de techniciens, puisque ceux qui étaient en Algérie avant la guerre ont dû quitter le pays à cause de l'insécurité et l'accession de l'Algérie à l'indépendance.

Il est évident qu'après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, le mouvement étudiant avait songé à l'élaboration de nouveaux statuts et de nouveaux objectifs, car l'enjeu n'est plus la lutte pour l'indépendance, mais la lutte pour le développement, et c'est au cours des assises du 5eme congrès de l'UGEMA⁽⁰⁴⁾ que le mouvement a procédé aux premiers changements, tels que le changement du nom de l'organisation et qui s'appellera désormais : l'Union Nationale des Etudiants Algériens,⁽⁰⁵⁾ et durant ces assises, témoignant de l'importance de ce mouvement dans la mobilisation, pour la reconstruction du pays, un représentant du FLN a conseillé à l'organisation estudiantine de ne pas se consacrer uniquement à des tâches syndicales mais de jouer un rôle politique dans le pays. C'est pour cette raison que le syndicat étudiant réitéra sa demande à chaque quant à l'implication effective de la communauté étudiante dans le processus de développement du pays, en commençant par la participation dans la gestion de la vie étudiante au sein des comités d'universités.

L'on peut constater que sur le plan politique, la pratique de l'UNEA s'articule autour du discours du pouvoir et

ses actions tentent de rassembler dans une mystique commune l'ensemble de étudiants. Pour marquer sa présence, elle met à contribution tous les événements qui surviennent sur la scène politique : défilé du 1er novembre et fête d'indépendance, campagne de reboisement auxquelles vont participer un grand nombre d'étudiants et occupation massive de la rue à l'occasion des divers meetings. Chaque manifestation fait l'objet d'une préparation minutieuse. Afin de mobiliser le maximum d'étudiants, des réunions d'information et des conférences sont organisées par le comité de section dans ses locaux ou à la cité universitaire.

Néanmoins, on constate l'absence d'une vision commune entre les autorités publiques et le syndicat étudiant de la manière exacte de participation, du fait que le pouvoir politique tenait à ce que la meilleure participation est de réduire le syndicat étudiant à une simple courroie de transmission du discours idéologique du parti au pouvoir, alors que les syndicalistes étudiants ne voulaient surtout pas être domestiqués et revendiquent par ailleurs une participation dans l'élaboration des choix politiques et la préservation de l'état de droit. Ce qui n'était pas du goût des tenants du pouvoir en place, que ce soit durant la période où Ben Bella était président, ou bien après le coup d'état du 19 juin 1965, au terme du VI congrès, et tout en affirmant son autonomie, elle revendique dans sa motion finale, sa présence dans le vaste mouvement de reconstruction nationale. L'organisation estudiantine entend jouer un rôle important en Algérie et le pouvoir a conscience des services qu'il peut en tirer. En portant et en amplifiant le discours politique, elle est en mesure d'ajouter à sa légitimité historique la caution du savoir et de la compétence.

Mais compte tenu des convergences qui sont apparut entre le syndicat étudiant et le pouvoir politique en place, on remarque la radicalisation du mouvement étudiant, ce qui a suscité le pouvoir en place à mener maintes tentatives d'embrigadement de l'université, après s'être occupé des autres organisations nationales, et « avec le parti qu'on transforme en un instrument d'étouffement des forces révolutionnaires, avec une UGTA qu'on veut asservir, mais qui ne se laisse pas faire, la JFLN, l'union nationale des femmes algériennes, l'union nationale des étudiants algériens n'ont pratiquement plus d'existence, parce que ces organisations refusent de cautionner le coup de force du 19 juin 1965 »⁽⁰⁶⁾.

Comme on peut le remarquer, le thème de la

construction nationale n'a jamais été absent des programmes d'action du mouvement étudiant, plus que ça, il fut un sujet mobilisateur dans la plupart du temps, et la raison d'être du syndicat même, dans certaines circonstances, parce que les querelles entre le mouvement étudiant et le pouvoir politique en place, étaient politiques, et pour que ces antagonismes perdurent, le syndicat, a eu recours à la critique des politiques menées presque dans tous les secteurs, et principalement dans le secteur de l'enseignement supérieur, tout en se prononçant « pour une culture nationale révolutionnaire et scientifique, reprenant en cela le mot d'ordre du programme de Tripoli »⁽⁰⁷⁾, le syndicat proclame une réforme de l'enseignement, rejette tout corporatisme en liant la défense des intérêts des étudiants et leur engagement aux cotés des masses populaires.

2 - La condition étudiante :

On peut dire que la condition étudiante était en grande partie la raison d'être du mouvement étudiant à sa création, du simple fait de son engagement essentiel, à côté de celui de défendre la question nationale, sachant que depuis l'indépendance le secteur de l'enseignement supérieur souffrait de manque d'infrastructures et de moyens d'encadrement, les dirigeants politiques qui se sont succédé, ont déployé les budgets nécessaires, afin de promouvoir ce secteur qui était très sensible, car l'Algérie avait besoin de jeunes cadres ayant la capacité d'assurer la gestion des secteurs de production de l'Algérie indépendante. Or, la mauvaise gestion et l'instabilité politique qui ont sévit la société algérienne juste après son accession à l'indépendance, ont entravé entre autre, le bon fonctionnement de l'institution universitaire, et l'on peut constater que la contestation pour la situation sociale des étudiants n'a jamais cessé, que se soit avant la dissolution de l'UNEA en 1971, ou bien, avec la constitution des comités autonomes, bien qu'ils étaient illégaux aux yeux des autorités universitaires, mais ils protestaient à chaque occasion pour manifester leurs désarroi et demander de bonnes conditions sociales et pédagogiques.

Faut-il signaler que l'effectif des étudiants n'a jamais cessé d'augmenter, et c'était le résultat immédiat de la démocratisation de l'enseignement. Sachons qu'à la rentrée universitaire de 1962, le nombre d'étudiants inscrits était de 2700, dépassant ainsi celui de 1954, de quatre fois, le nombre d'étudiants n'a cessé de se multiplier profitant ainsi du processus d'industrialisation et de la démocratisation de l'enseignement.

Malgré les performances d'un tel dispositif, le nombre flagrant des étudiants est plus pesant, et nécessite plus de moyens et d'infrastructures afin de satisfaire la demande et l'encadrement de ces milliers d'étudiants.

On estime que suite aux insuffisances du système universitaire, les étudiants affichent toujours leur mécontentement, éventuellement, à chaque rentrée universitaire, parfois ces protestations reflètent réellement les conditions défavorables que vivent les étudiants, et à certaines occasions la contestation véhicule des intérêts politiques non affichés, car le système de gestion des œuvres universitaires manque d'unités de contrôle, sachons que les budgets alloués sont énormes, mais la satisfaction est toujours faible.

3 - L'autonomie syndicale :

Il faut admettre une vérité, c'est que les luttes étudiantes en Algérie n'ont jamais cessé, même après la dissolution de l'UNEA le seul syndicat étudiant présent sur le terrain jusqu'au 15 janvier 1971, même si l'université algérienne a souffert après cette date là d'un vide en matière de structures syndicales organisées, ces luttes ont toujours été motivées par le rejet des tentatives de caporalisation et l'aspiration à l'autonomie syndicale, d'ailleurs, « la dissolution de l'Union Nationale des Etudiants Algériens n'est que l'aboutissement logique et le fruit d'un travail de sappe acharné et permanent, fait d'une série de tentatives de caporalisations et de pressions sur le mouvement étudiant. Le projet entrainé dans la logique du système du parti unique ou aucun espace de contestation ne pouvait être concédé »⁽⁰⁸⁾.

L'aspiration à l'autonomie syndicale est plus que jamais revendiquée, et cela est dû aux changements qui se sont opérés dans le champ universitaire, et dans la société toute entière. Car la nature du monde étudiant est considérablement modifiée par l'accroissement d'effectifs, une demande croissante d'éducation suscitée par la nécessité du développement technologique produit une démocratisation du recrutement⁽⁰⁹⁾.

Le 19 juin 1965, a créé un profond désarroi et beaucoup d'inquiétude à l'université, ce qui a amené l'union nationale des étudiants algériens à publier une déclaration qui reflète ces préoccupations, et dans cette déclaration elle souligne que la crise qui vient d'éclater doit être résolue dans le cadre des institutions légales du pays. Elle fait alors l'objet de premières mesures de répression : une partie de sa direction est arrêtée.

Tout au long de son parcours militant, le mouvement étudiant n'a cessé de défendre son autonomie syndicale, que se soit face au pouvoir politique qui rejetait toute structure associative ou syndicale créée en dehors des structures du parti unique qui est le FLN, ou bien plus tard face aux forces politiques qui voulaient le récupérer et l'utiliser comme moyen de pression lors des différentes échéances politiques, si non comme une courroie de transmission pour son discours idéologique, ce qui nous conduit à remarquer que « parfois ces élites cessent d'être indifférentes pour prendre ou alimenter des attitudes contestatrices vis-à-vis de l'action et du discours initié par le pouvoir. De la domination culturelle qu'elles peuvent exercer sur les catégories relais notamment sur les cadres et de larges pans de la jeunesse estudiantine, l'opposition larvée qu'elles manifestent vis-à-vis d'un état jugé indifférent à elles et à leurs préoccupations, finit par s'étendre sur toute cette fraction de la société sans laquelle rien de bien solide ne peut être construit »⁽¹⁰⁾, d'ailleurs faut-il le rappeler que la dissolution de l'UNEA n'était qu'en fait le résultat de l'obstination de ce syndicat et son intransigeance face à son autonomie et sa volonté de mener ses actions en dehors de tout contrôle officiel ou officieux, alors que le pouvoir politique considère que l'autonomie syndicale n'est pas à l'ordre du jour et que toute action menée en dehors des structures du parti est inacceptable le syndicat étudiant voit la question sous un autre angle en considérant que « Cette autonomie ne constitue en aucune façon une entrave à l'établissement et au développement d'une unité d'action pour des tâches d'intérêt national et anti-impérialiste. Elle ne signifie pas non plus une opposition globale et systématique au pouvoir et aux mesures prises. L'expérience atteste que toutes les mesures positives ont été fermement soutenues par l'UNEA (...) »⁽¹¹⁾.

L'autonomie de l'UNEA signifie par conséquent l'arme décisive pour une mobilisation démocratique, consciente et massive des étudiants pour la défense de leurs droits légitimes, pour le soutien et l'application des mesures prises par le pouvoir, autour des tâches d'édification nationale indépendante et de la lutte anti-impérialiste.

Cette lutte acharnée pour l'autonomie syndicale, prend parfois des revers violents, même après la dissolution de l'UNEA, alors qu'en ce temps là l'université souffrait d'un vide, le pouvoir en place a essayé de créer des structures syndicales et associatives étudiantes en remplacement au syndicat dissout, tels que les comités

de volontariat universitaires et l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne (UNJA), et ce n'est qu'à partir du 16 mars de l'année 1973 que se sont officialisés les comités universitaires de volontariat ainsi que la mise en place des comités universitaires de volontariat dans les universités (Algérie, France, Europe occidentale, Europe de l'Est, et le monde arabe), se qui a aboutit en avril de la même année à la création de la commission nationale du volontariat des étudiants.

4 - Les libertés et la lutte anti-impérialiste :

Faut-il le rappeler que l'UNEA est la continuité de l'UGEMA après le 5ème congrès, l'UNEA avait repris le même engagement de lutte afin de préserver les libertés et la démocratie, mais cette fois-ci la donne change, et c'est l'ère de l'indépendance, et cela est due aux expériences que les militants de l'UGEMA ont acquises.

L'on dénombre trois facteurs qui ont favorisé la cristallisation de la lutte comme choix militant et politique, n'oublions pas qu'au temps de l'UGEMA l'action menée au niveau international était très intense et plus particulièrement dans les pays nouvellement rompus avec le colonialisme, et ils ont pris connaissance du socialisme scientifique, que se soit auprès des élites du monde arabe (Egypte, Tunisie, Maroc, Liban, Syrie), ou bien chez les nouveaux dirigeants communistes de l'Europe de l'Est (Allemagne de l'Est, Roumanie, Bulgarie), et bien sur l'Union Soviétique.

La lutte anti-impérialiste était devenue alors, une nouvelle voie de l'action politique du mouvement étudiant, à vocation humaniste et libertaire, et cela pour parachever le processus de décolonisation dans la rive sud, et faire repousser la menace capitaliste.

Le deuxième facteur, est le déroulement du congrès de Tripoli, qui est à nos yeux un repère de taille pour une nouvelle étape dans l'histoire de l'Algérie indépendante, car durant ce congrès les nouvelles orientations idéologiques et politiques furent arrêtées, à savoir l'adoption du socialisme scientifique comme doctrine d'état, et la lutte anti-impérialiste pour le droit des peuples à l'autodétermination.

On note aussi, comme troisième facteur, l'adhésion massive d'étudiant communistes issus du parti communiste algérien dans le principal syndicat étudiant, à savoir l'UNEA, après une vaine négociation du parti de l'avant-garde socialiste d'activer légalement aux côtés du front de libération nationale, comme l'a bien souligné Djamel Labidi

dans « sciences et pouvoir en Algérie » et qui était l'un des activistes du mouvement étudiant en ce temps là. Ce qui a favorisé la radicalisation du mouvement et son orientation quasiment à gauche.

III) - L'après 19 juin 1965, l'heure de la confrontation :

Pour les forces sociales, la situation est devenue insupportable, car les formes et pratiques associatives liés au mouvement national sur le modèle du mouvement ouvrier (le parti commande les organisations de masses) et pour partie à l'action syndicale : jeunes, lycéens, étudiants, femmes, unions professionnelles, mutuelles, clubs sportifs et de loisirs mêmes, perdent leur position, leur fonction et consistance de contre-société pour être intégré diversement à l'Etat⁽¹²⁾.

Le coup de force du 19 juin 1965 fut un événement déstabilisateur de la scène politique algérienne, pour deux raisons, à savoir que cet événement créa un effet de surprise auquel personne ne s'y attendait, donc une trahison pour certains, et il n'a pas pu avoir le consensus de la part de tout les partenaire sociaux et politiques, un événement qui ébranla la stabilité nationale, alors que le pays ne s'est pas encore remis de la discorde de l'été de 1962.

Pour le mouvement étudiant, qui était très attentif et lié aux sphères politiques de l'époque, ce fut une étape décisive et un tournant dans son itinéraire militant, car comme on va le constater dans les pages suivantes, le mouvement va se radicaliser et se politiser encore plus sous l'effet de la répression et les tentatives d'embrigadement rejetées par les militants de ce mouvement.

Au lendemain du coup de force, et l'instauration du conseil de la révolution, les réactions ne tardent pas à venir, puisque les étudiants sont descendus dans les rues auprès d'autres masses populaires, pour protester contre ce coup de force. Ainsi les étudiants d'Alger, ils sont manifestement divisés, puisque les uns proclament leur fidélité à M. Ben Bella, tandis que d'autres viennent de signer une motion de soutien au conseil de la révolution. Or, l'opposition à cet état de fait, est presque unanime, mais les choses vont certainement prendre d'autres tournures, car les manifestations des étudiants vont se faire entendre en dehors d'Alger (Oran, Sétif...), C'est ainsi que le comité exécutif de l'union nationale des étudiants algériens a publié, mercredi une déclaration pour

demander « le rétablissement des institutions légales de l'Algérie telles qu'elles ont été définies dans la charte du parti, et pour ce, la réunion dans les meilleurs délais du comité central ».

Le comité exécutif de l'UNEA demande d'autre part, que « le secrétaire général du parti et tous les responsables détenus actuellement soient mis en mesure de rendre des comptes dans le cadre des instances légales du parti et de l'Etat ».

La confrontation entre le mouvement étudiant et le nouveau régime commence et la répression ne cesse de peser sur les étudiants, des arrestations, des actes de tortures et des assignations à résidence ainsi que des exclusions définitives des étudiants ayant participé au mouvement de protestation, et à quelques jours de coup de force, trois dirigeants de la centrale étudiante ont été emprisonnés. L'annonce a été faite à la presse par le comité d'information sur les événements en Algérie*.

Depuis l'annonce de la centrale étudiante par le biais de ces dirigeants de leur opposition au nouveau régime, les militants du mouvement étudiant agissent dans l'ombre, et entretiennent l'anonymat dans leurs déclarations, c'est ce qu'affirme M. Houari Mouffok⁽¹³⁾. Mouffok indique que plusieurs dirigeants de l'UNEA ont été arrêtés, et que s'il n'a pas lui-même été appréhendé, c'est qu'il avait quitté son domicile avant l'arrivée des policiers.

Le leader des étudiants ajoute que ces mesures répressives ont été prises après que l'UNEA eut remis au conseil de la révolution une déclaration soutenant « que la libération du président de la république et sa mise en mesure de rendre des comptes devant les instances du parti et de l'Etat étaient les seules mesures raisonnables pouvant garantir l'application de la charte d'Alger y compris l'amélioration des méthodes de direction et de gouvernement ».

Cette position politiquement correcte, ne plaisait pas au nouveau régime, ce qui a valu pour un bon nombre d'étudiants militant opposants la répression, cette dernière a automatiquement engendré une radicalisation encore plus forte.

Il n'y avait pas que les étudiants qui se sont opposés au coup de force du 19 juin, sachons qu'un groupe de militant du FLN ont lancé un communiqué en appelant les citoyens à la résistance au coup d'Etat réactionnaire et exige la libération du président Ben Bella⁽¹⁴⁾.

IV) - Quelques attributs de l'action étudiante :

Il faut signaler qu'après le coup de force du 19 juin 1965, le mouvement étudiant malgré ses divisions et ses multiples prises de position divergentes, tend vers la radicalisation et fait appel à de nouveaux types d'action pour faire valoir son opposition au nouveau régime, en intensifiant les mouvements de protestation, sachons que la mobilisation était activée à plusieurs niveaux ; le premier niveau était la mobilisation du milieu universitaire et le deuxième niveau était la mobilisation du monde ouvrier. Si au premier niveau, la mobilisation était plus ou moins intense mais continue, la centrale syndicale (UGTA) a par ailleurs hésité à prendre part à la contestation, du fait de sa prise de position qui porte allégeance au nouveau régime, l'on s'interroge sur cette désolidarisation qui porte préjudice à la contestation étudiante, dans la mesure où l'on sait pertinemment que le milieu universitaire était lié à la classe ouvrière. De là, faut-il noter, que l'orientation analytique de Touraine ne peut être capable d'expliquer les luttes sociales dans le champ politique en Algérie, car, Alain Touraine part du principe que le mouvement ouvrier n'est plus le mouvement central de la société, et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux alternatifs ou centraux, alors qu'en Algérie, on assiste à une situation où l'on aperçoit que l'échec de la contestation étudiante est dû essentiellement à son isolement, donc privée du soutien des forces sociales de la société elle-même. Prenons l'exemple des événements de mai 1968 en France où le mouvement étudiant en dénonçant la société de consommation provoque un soulèvement et a pu entraîner le mouvement ouvrier et les autres forces sociales, chose qui ne s'est pas produite en Algérie après le coup de force du 19 juin 1965, car le mouvement étudiant, tout en s'efforçant de mobiliser et le champ universitaire, et les autres paliers de la société, n'a malheureusement pas pu arriver à sa fin, le moins qu'on puisse dire, et son action portait en elle une tentative d'une reconfiguration de l'identité de l'étudiant comme acteur social face à de nouveaux enjeux au sein de la société

L'ampleur qu'avait pris la contestation étudiante après le 19 juin 1965, nous pousse à nous interroger pertinemment sur la construction sociale de cette contestation, autrement dit, on s'interroge sur la démographie galopante des masses étudiantes juste après l'indépendance, ce qui nous laisse mettre en exergue le rôle de l'origine sociale dans le comportement militant. Sachons que la plupart des sujets sont issus dans leur ensemble du milieu rural

et des milieux défavorisés, d'où l'aspiration à des changements révolutionnaires, et l'amélioration de la situation sociale dans son ensemble ressenti par les masses étudiantes.

Autre fait qui suscite notre interrogation dans le cadre de la construction sociale de la contestation étudiante, c'est effectivement la montée des courants idéologiques révolutionnaires en milieu universitaire. Le fait qu'on peut remarquer à travers les affrontements entre militants au cours des assises et des congrès au sein de l'UGEMA et de l'UNEA. Sachons que certains étudiants algériens ayant fait leurs études en Europe de l'Est (bloc Soviétique) est ceux issus des universités de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis. Ce processus d'importation de courants idéologiques souvent antagonistes, a contribué à l'émergence d'un climat de haute de tension que se soit entre les différentes factions étudiantes ou bien ces dernières et les pouvoirs publics.

On trouvera des factions maoïstes qui croient au modèle chinois de la révolution communiste. D'autres factions s'inspirent du courant marxiste-léniniste, et trotskyste et j'en passe. Ce que l'on constate, c'est qu'il y'avait une forte charge idéologique, et la vague révolutionnaire contribue activement dans la constitution du projet du militant, ainsi que dans la cristallisation des types d'action souvent violents.

Le troisième élément qui est de taille, est celui de la révolution algérienne qui a servi d'exemple comme étant le chemin incontournable dans la lutte pour la liberté et la démocratie, bref elle constitue le chemin du progrès.

Les trois années qui ont suivi le coup de force du 19 juin 1965, le pouvoir en place a tenté une stratégie d'action pour contrecarrer l'insurrection de l'organisation estudiantine, ou du moins les dissidents. Cette stratégie est basée sur trois démarches, à savoir:

- La répression, en procédant à une vague d'arrestation des opposants étudiants, au lendemain du coup d'état, et pendant les grèves étudiantes de 1966 et celles de 1968, en terminant par la dissolution pur et simple de l'organisation en 1971, le livre témoignage de Houari Mouffok en est un épisode de cette répression.

- La séduction, en nommant un jeune ministre qui jouissait d'une certaine notoriété au sein de la communauté étudiante, à cause de son passé militant pour la cause étudiante, il avait connu les geôles de la colonisation et la torture et la prison sous le régime de Ben Bella, sa nomination était d'obtenir la satisfaction

des étudiants contestataire afin de neutraliser cette organisation turbulente qui refusait sous le nouveau régime comme sous l'ancien tout inféodation au pouvoir.

- Le noyautage, en procédant à la désignation de commissions exécutives par les structures du parti, à la place de celles détenues par les opposants, mais cette démarches n'a pas vraiment obtenu ses fruits puisque, le comité exécutif de l'UNEA du 27 septembre 1965⁽¹⁵⁾ - c'est-à-dire juste après le coup d'état et les événements de protestation qu'avait connus l'université-, n'a pas tenu. Il faut indiquer aussi, que le 2e comité exécutif installé par les soins du parti le 18 février de l'année suivante n'a pas eu le soutien suffisant de la communauté étudiante, et même le 3e et le 4e installés respectivement en septembre et en novembre de la même année, à savoir en 1966, ont eu le même sort.

Selon une étude qui avait été menée par un professeur américain de l'université Berkeley, M. Teitler, une enquête menée sur l'université d'Alger, les résultats de cette étude indiquent que 80% des étudiants interrogés pensent que le système d'examens est mauvais et que leur enseignement ne les prépare ni à un métier ni au rôle de cadre. Sur le plan politique, la même proportion estime que l'armée a trop d'influence, ainsi que l'administration⁽¹⁶⁾.

V) - Conclusions :

N'importe quelle contestation ou protestation, implique une opposition et un refus d'un ordre établi, soi une attitude contre-société ou bien anti-pouvoir, pour signifier que la contestation sociale est une forme de l'action sociale. L'action menée jusque là par le mouvement étudiant tend à exprimer un refus et un rejet de choix imposés, sans pour autant contrôler les orientations culturelles de la société, ou du moins détenir un modèle culturel bien élaboré pour le faire imposer.

Néanmoins, on peut admettre que le mouvement étudiant était très politisé, mais il n'avait un projet politique bien défini, malgré la multitude des groupuscules qui s'agitent sur la scène universitaire. Il ne faut pas aussi négliger le fait géographique de l'étendue du milieu universitaire, car à cette période, l'Algérie a hérité d'une seule université qui était celle d'Alger, et ce n'est qu'à partir de 1968 que l'Etat algérien décide d'inaugurer deux autres universités qui sont respectivement celle d'Oran et de Constantine,

tout cela pour signifier que la dimension réduite du milieu universitaire a bien aidé le régime politique à contrôler ce milieu et à le maîtriser par la suite.

Bien que l'organisation syndicale de l'UNEA a été dissoute le 15 janvier 1971, mais l'action contestataire étudiante n'a jamais arrêté, car les collectifs d'étudiants qui se veulent autonomes se sont créés et la contestation s'est poursuivie tant bien que mal bien sûr, mais elle s'est inscrite dans la durée jusqu'à l'avènement de l'ouverture démocratique en 1988.

Bibliographie :

1 - Hugh, Robert, de la segmentarité à l'opacité, à propos de Gellner et de Bourdieu et des approches théoriques quant à l'analyse du champ politique algérien, in la revue *Insanyat*, CRASC, n° 19-20, Oran, Algérie.

2 - Tayeb, Saïd Amer, les dirigeants du tiers monde face au développement, cas des intellectuels, 235 pages, thèse de doctorat, sciences humaines et sociales, université Paris V René Descartes, Paris, 1994.

3 - Stora, Benjamin, histoire de l'Algérie depuis l'indépendance, 1962-1988, éditions La Découverte, Paris, 2001, 121 pages.

4 - Le Monde, quotidien d'information, édition du 13 août 1963.

5 - Le Monde, quotidien d'information, édition du 20 août 1963.

6 - l'Humanité, quotidien d'information, édition du 1er septembre 1965.

7 - Labidi, Djamel, Science et pouvoir en Algérie (1962-1982), Ed. OPU, Alger, Tome I, 1993. 460 pages.

8 - Abrous, M. contribution à l'histoire du mouvement étudiant algérien (1962-1982), Ed. L'Harmattan, Paris, 2002,

9 - Cohen, Y. et Weil, C., les mouvements étudiants: une histoire en miettes, in la revue «le mouvement social », revue trimestrielle, n° 120, année 1982, Paris, 1982.

10 - Boukhobza, M. octobre 88 : évolution ou rupture ? Ed. Bouchene, Alger, 1991.

11 - UNEA, comité exécutif, déclaration du 29 décembre 1969, in « Bulletin spécial de normalisation », bulletin ronéoté, mars 1970, archives de l'UNEA.

12 - Gallissot, René, mouvements associatifs et mouvements social : le rapport Etat/société dans l'histoire maghrébine ; in la revue *Insanyat*, n° 8, Mai-Août 1999.

13- Mouffok, Houari, parcours d'un étudiant algérien, de l'UGEMA à l'UNEA, Ed. Bouchene, Saint-Denis, 1999, 90 pages

14 - Le Monde, quotidien français d'information, édition du 12/01/1967.

15- Abrous, Mansour, op.cit.

16- Le Monde, quotidien français d'information, op.cit.